

# **Portugal : « Nous nous battons pour une majorité afin de mettre en œuvre des mesures concrètes »**

samedi 24 février 2024, par [BACELAR BEGONHA Ana](#), [BOTELHO Leonete](#), [MORTÁGUA Mariana](#) (Date de rédaction antérieure : 21 février 2024).

## **Entretien avec Mariana Mortágua conduit par Leonete Botelho et Ana Bacelar Begonha**

Mariana Mortágua - dirigeante du Bloco de Esquerda et principale candidate pour les élections législatives du 10 mars au Portugal - ne rejette pas l'idée d'entrer dans un éventuel gouvernement dirigé par Pedro Nuno Santos [tête de liste pour le Parti socialiste ; en 2015, le premier ministre Antonio Costa en avait fait son secrétaire d'Etat aux Affaires parlementaires chargé du lien avec la Coalition démocratique unitaire et le Bloco de Esquerda]. Toutefois, Mariana Mortágua estime que l'important est de parvenir à un accord sur les orientations politiques. Dans une interview accordée au quotidien *Público*, elle fait de la récupération intégrale du temps de service (ancienneté) des enseignants en un an [l'évolution de la carrière avec ses conséquences sur les salaires a été gelée entre 2005 et 2007 et entre 2011 et 2017 en invoquant des raisons budgétaires] l'une de ses priorités. Elle ne montre aucune volonté politique de le faire en quatre ans, comme le propose le PS. En ce qui concerne les salaires, elle affirme que « la seule façon d'augmenter le salaire moyen » est de passer par le « droit du travail ». Si l'AD (Aliança Democrática, entre Parti social-démocrate-PSD, Parti du centre démocratique-CDS et Parti populaire monarchiste-PPM) remporte les élections, elle affirme que le Bloco de Esquerda (BE) « ne soutiendra aucun gouvernement de droite ».

## **Leonete Botelho et Ana Bacelar Begonha : Lors du débat avec Pedro Nuno Santos, vous avez clairement indiqué qu'un accord écrit était nécessaire pour soutenir un gouvernement PS. Disposez-vous déjà de ce document écrit ? Quelles sont les conditions minimales ?**

Mariana Mortágua : Nous disons que le Portugal a besoin de solutions pour surmonter les principaux problèmes laissés par le gouvernement à majorité absolue du PS [d'Antonio Costa issu des élections anticipées de janvier 2022 ; le PS obtient alors 120 députés sur un total de 230 et 42,5% des voix ; suite à un scandale de corruption, le président de la République Marcelo Rebelo de Sousa convoque des élections anticipées pour le 10 mars]. Ces problèmes vont du logement à l'éducation en passant par la santé. Nous regardons les principaux services publics, les salaires et leur dégradation, et nous nous rendons compte que quelque chose doit changer dans la politique au Portugal.

Le BE présente des solutions pour chacun de ces problèmes. C'est autour de ces solutions que nous voulons une concertation et un accord car nous savons qu'il n'y aura pas de majorité absolue et qu'il est de la responsabilité des partis de gauche de présenter une solution qui mobilise le soutien électoral car c'est pour cela que nous nous battons : une majorité pour mettre en œuvre des mesures concrètes.

## **C'est ce que j'aimerais que vous précisiez, quelles sont les questions fondamentales pour le BE ?**

La question de la santé est essentielle. Il y a 1,6 million de personnes sans médecin de famille parce qu'il y a une difficulté extrême à retenir les professionnels de la santé car il y a un manque d'investissement dans le SNS (Serviço Nacional de Saúde-Service national de la santé).

### **Cela est un diagnostic.**

C'est un diagnostic et une solution parce qu'il est important de disposer d'un régime spécifique accepté par les professionnels.

### **Le régime de pleine disponibilité [tel que défini dans le décret du 7 novembre 2023 d'organisation du Service national de la santé et de l'organisation des unités de santé familiales] ne répond-il pas à cette question ?**

Non, cela a été imposé aux professionnels. Le gouvernement de la majorité absolue a fait la guerre aux professionnels. Et pas seulement dans la santé. C'était dans l'enseignement, les huissiers... Nous devons sortir de ces impasses que la majorité absolue a laissées derrière elle. Et ce ne sera certainement pas avec les mêmes politiques que la majorité absolue, comme nous l'a dit Pedro Nuno Santos.

### **En 2015 [deux accords ont été signés alors par Antonio Costa, l'un avec le Bloc de gauche, l'autre avec la Coalition démocratique], vous aviez un programme concret. J'insiste pour vous demander de clarifier à propos de quelques propositions concrètes.**

Ce programme spécifique de 2015 était le fruit de négociations entre le BE et le PS. Il s'agit maintenant d'une campagne électorale, au cours de laquelle chaque parti doit clarifier ce qu'il défend et ce qu'il veut faire. Le BE a la responsabilité de répondre à la question de savoir jusqu'où il est prêt à aller et quels types de majorités et d'accords il souhaite obtenir.

Nous l'avons fait en disant que nous voulions un accord. Mais celui-ci doit être structuré autour de politiques concrètes. Et ces politiques concrètes sont les mesures que nous avons présentées. Pour le logement : baisse des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires, baisse des loyers, contrôle de l'hébergement temporaire (Airbnb) et du sur-tourisme. Pour la santé : un régime spécifique pour retenir les professionnels [avec une augmentation de la rémunération de 40% et l'engagement de 4000 médecins et infirmières pour résoudre le problème structurel du SNS]. Pour l'éducation : la formation pédagogique des enseignants, qui arrivent maintenant dans les écoles publiques, pour mettre fin à cette controverse avec les enseignants portant sur le rétablissement de l'ancienneté. Il y a aussi des propositions portant sur les transports publics, le climat, les salaires, les retraites...

### **Vous avez dit que le BE avait l'obligation de dire jusqu'où il voulait aller. Souhaite-t-il entrer au gouvernement ? Avec le portefeuille du logement ?**

Parler de ministères sans parler de politiques concrètes est un subterfuge utilisé par ceux qui ne veulent pas parler de politique et de solutions. Ce qui nous intéresse et ce qui intéresse le pays, c'est de savoir quelles mesures pourront être mises en place avec une majorité après le 10 mars.

### **Vous préconisez de récupérer le temps de service (ancienneté) des enseignant·e·s dès la première année de gouvernement. Le PS veut le faire en quatre ans. Etes-vous prêt à accepter ce délai ?**

La question des enseignant·e·s est la preuve de l'arrogance de la majorité absolue. Elle a entretenu une guerre avec les enseignant·e·s, affirmant qu'il était impossible de rétablir l'ancienneté. Le jour où la majorité absolue tombe, un ministre de l'Éducation dit que c'était possible après tout. Il est temps de mettre fin à ce drame inutile. Des milliers d'enseignants ont pris leur retraite depuis 2018,

il est donc possible de rétablir l'ancienneté des enseignants et de le faire immédiatement. N'inventons pas des problèmes là où il n'y en a pas.

### **Manifestez-vous la disponibilité de le faire sur une plus longue période ?**

Je ne vois pas de raisons budgétaires, je ne vois pas de raisons politiques pour que cela se fasse sur une période plus longue.

### **Le BE a présenté les coûts découlant des principales mesures proposées. La stratégie du BE consiste à prélever de l'argent sur les ressources inutilisées et sur l'excédent budgétaire. Comment résoudre ce problème à long terme ?**

Ce n'est pas un problème. Un excédent budgétaire de plusieurs milliards d'euros vient d'être présenté, alors que le solde positif que nous avons en deuxième année est de 705 millions. Nous sommes loin d'avoir utilisé toute la marge de manœuvre qui existe. Et cette marge a deux bases : la première est l'excédent budgétaire, la seconde est la marge qui a été créée lorsque le gouvernement PS a systématiquement dépassé les objectifs de rentrées qui avaient été fixés dans le budget de l'Etat. Cette marge, en deux ans seulement - soit parce qu'il y a eu des recettes imprévues qui n'ont pas été dépensées, soit parce qu'il y a eu des dépenses budgétées qui n'ont pas été faites - s'élève à 8,5 milliards d'euros.

### **Mais les dépenses vont augmenter, l'excédent va s'épuiser. Comment pouvons-nous supporter l'augmentation croissante de ces dépenses ?**

Il n'y a aucune raison pour qu'un déficit perdure ou s'aggrave, car les calculs effectués par le BE présentent à la fois l'évaluation des dépenses, mais aussi une évaluation et des propositions de recettes qui rééquilibrent et apportent un peu de justice fiscale. [Mariana Mortágua est une économiste reconnue, et Francisco Louça est un économiste réputé.]

### **Donnez des exemples**

Le régime des résidents non permanents, qui restera en place pendant les dix prochaines années, représente des recettes de 1,5 milliard d'euros par an. Un impôt sur les successions de plus d'un million d'euros assurera une entrée estimée à 100 millions d'euros par an. Un impôt sur les grandes fortunes supérieures à 1,6 million d'euros apportera 150 millions d'euros par an. Et nous comptons déjà sur le fait que l'AIMI [taxe de 0,7% de la valeur de la propriété pour ceux dont le patrimoine est compris entre 600 000 euros et un million d'euros] devrait être déduit de cet impôt sur les grandes fortunes pour qu'il n'y ait pas de double imposition. Il y a donc des mesures du côté des recettes qui apportent un élément d'équilibre. Mais il ne faut pas oublier que, premièrement, ne pas faire d'investissements aujourd'hui coûtera beaucoup plus cher à l'avenir. Deuxièmement, l'investissement public est une condition de la création de richesse. Et la création de richesse est ce qui permet d'avoir des comptes publics durables.

### **Le BE propose de porter le salaire minimum à 900 euros en 2024 avec une augmentation de 50 euros par an. En 2028, il serait toujours inférieur au salaire minimum en Espagne. Comment débloquer la politique salariale au Portugal ?**

Notre proposition est de 50 euros au-dessus de l'inflation. L'augmentation du salaire minimum a été très importante et a permis une certaine récupération du pouvoir d'achat. Mais elle crée aussi des injustices parce qu'elle « cannibalise » les différents niveaux [tendance à l'affaissement comparatif des salaires juste supérieurs au salaire minimum, car ils ne sont pas augmentés au-delà de l'inflation]. Deux questions doivent être résolues : premièrement, il faut veiller à ce que les

augmentations du salaire minimum ne soient pas absorbées par l'inflation. Les salaires moyens : c'est le sujet le plus difficile parce qu'il n'y a pas de recette magique. La seule façon d'augmenter le salaire moyen est d'avoir un droit du travail qui assure un pouvoir de négociation aux travailleurs et travailleuses, aux syndicats. La négociation collective est un instrument extrêmement important à cet égard.

**Le PCP est en faveur de la fin du vide contractuel lors de l'expiration d'un contrat collectif [1], le PS a proposé que cela se fasse par le biais de la croissance économique. Le BE parviendra-t-il à combler le fossé ?**

Il existe d'autres mesures pour augmenter le salaire moyen. La réduction du temps de travail, l'augmentation des jours de congé, la modification des règles applicables aux travailleurs postés, une loi sur l'échelle des salaires, la lutte contre la précarité, la fausse sous-traitance, la suppression du statut des faux indépendants [ne disposant d'aucun des droits d'un salarié : congés, indemnité chômage, maladie], etc. Toutes ces mesures contribueraient à augmenter les salaires. La deuxième question est celle du modèle économique. Nous avons besoin d'une économie capable de créer des emplois qualifiés dans la transition climatique, l'efficacité énergétique, les transports, la production solaire, afin d'obtenir des qualifications plus élevées et de meilleurs salaires.

**L'une des priorités du BE est de reprendre le contrôle de la REN (Redes Energéticas Nacionais) et de la CTT (Correios de Portugal). Selon vous, quelle devrait être la part de l'Etat ? 51 % ?**

Dans les deux cas, le calcul sur le pourcentage de présence que nous avons effectué doit permettre une position de contrôle, c'est-à-dire une position qui donne à l'Etat actionnaire la capacité de prendre des décisions au sein de ces entreprises. Il ne s'agit pas nécessairement d'une participation de 51%. La position doit être plus importante que celle de l'actionnaire principal pour pouvoir influencer ces décisions. Et nous avons fait une estimation en tenant compte de la valeur de marché de ces entreprises, en rappelant que ces entreprises, dans la plupart des cas, ont payé aux actionnaires privés qui les ont achetées la totalité du prix d'achat en 10 ans. Elles réalisent des bénéfices qui s'autofinancent.

**Pedro Nuno a déclaré que la nationalisation n'était pas à l'horizon du PS. Le BE est-il prêt à baisser pavillon ?**

Nous avons listé nos priorités : elles vont de la CTT à la REN, en passant par le blocage de la privatisation de la TAP Air Portugal, qui n'a aucun sens. Ce sont des priorités pour l'économie que nous voulons, qui doit disposer des secteurs technologiques et des secteurs de pointe, et nous savons que le contrôle de l'Etat est très important pour cela.

**L'une des principales propositions du BE est de réduire les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires de la Caixa Geral Depósitos. Combien cela coûterait-il et comment cela fonctionnerait-il ?**

Cela ne coûterait rien. C'est l'avantage de la proposition du BE par rapport aux autres. La plupart des partis n'avancent aucune proposition pour réduire les taux d'intérêt et les rares qui le font mobilisent l'argent de tous les contribuables pour maintenir les prix de l'immobilier, les loyers et les taux d'intérêt à un niveau très élevé. Cela signifie qu'il y a une subvention publique pour les profits des banques parce que l'Etat dépense de l'argent pour aider les gens à rembourser leurs hypothèques, qui ont augmenté parce que les taux d'intérêt sont insoutenables et donnent aux banques des profits gigantesques.

## **Quelle est la formule pour rendre compatibles les règles auxquelles la Caixa est tenue et la non-décapitalisation de la banque ?**

La mesure que nous proposons n'interfère pas avec les règles européennes. Toute banque qui veut avoir une politique de taux d'intérêt plus attractive peut réduire les taux d'intérêt pour gagner des parts de marché. Caixa a un ratio de capital [fonds propres] deux fois supérieur au ratio réglementaire requis. Le ratio réglementaire est de 9% et Caixa en a plus de 20%. Ses bénéfices dépassent le milliard d'euros. C'est pourquoi nous avons étudié ce qui se passerait si nous réduisions l'écart d'un, de 1,5 ou de 2 points de pourcentage. Dans aucun cas, cela ne met en péril le ratio de capital ou la capacité à générer des résultats positifs.

La Caixa est une banque entièrement publique ; elle peut et doit avoir une politique de taux d'intérêt la plus basse du marché, car cela signifie que les autres banques doivent réduire leurs taux d'intérêt et aider les gens à rembourser leurs prêts avec des réductions substantielles. Cela se fait en consommant une partie des bénéfices de la banque - personne ne parle de mettre la banque dans une situation insoutenable - sans mobiliser l'aide de l'Etat.

## **Vous voulez interdire la vente de logements aux non-résidents. Comment cela pourrait-il être appliqué ?**

Nous sommes confrontés à une crise aux dimensions astronomiques qui appauvrit les gens et les empêche d'accéder à un droit fondamental protégé par la Constitution. Nous savons que l'un des facteurs est la demande des non-résidents, non pas pour vivre, mais pour avoir une résidence secondaire, un actif pour l'investissement immobilier et financier, ce qui est souvent favorisé par des avantages fiscaux. C'est pourquoi nous voulons interdire la vente de maisons aux non-résidents. Ces lois sont en vigueur au Danemark parce que le pays a estimé qu'il devait se protéger contre la demande de maisons de la part de citoyens allemands qui ont envahi le Danemark pour acheter des maisons, et à Malte en raison d'une invasion de citoyens russes qui sont venus à Malte pour acheter des biens immobiliers. La proposition du BE est de défendre le droit au logement au Portugal en invoquant une loi qui existe dans d'autres pays de l'Union européenne.

## **Si nous avons un gouvernement de droite, présenterez-vous ou voterez-vous en faveur d'une motion de censure ?**

Je n'envisage pas d'autre scénario qu'une majorité qui résoudrait les principaux problèmes du pays, car c'est la seule solution qui puisse répondre aux principales préoccupations des gens. La garantie de principe que je donne est que le BE ne favorise ni ne soutient aucun gouvernement de droite.

## **Mais quand vous dites qu'il y aura toujours une majorité de gauche, vous admettez la motion de censure...**

Non, c'est une position de principe. Pour que personne n'ait de doutes, en principe, sur ce que ferait le BE. Mais le scénario sur lequel nous travaillons et la certitude que nous avons, c'est qu'il y aura une majorité au Portugal pour résoudre les problèmes laissés par l'ex-« majorité absolue ».

## **Comment vous définissez-vous en trois qualificatifs ?**

Tranquillité, confiance et détermination.

---

[1] Le système d'expiration contractuelle implique qu'à chaque échéance, les associations d'employeurs ont la possibilité, en refusant de négocier, de faire expirer les contrats collectifs de travail afin de saper les droits qu'ils consacrent. Elles ont depuis 2003 la possibilité d'exercer un chantage sur les travailleurs et leurs syndicats en leur présentant le faux choix entre l'échéance sans nouveau contrat ou l'accord de réduction des droits. La solution passe par la suppression de ce type d'échéance et la garantie qu'un contrat ne sera remplacé que par un autre contrat librement négocié. (Réd.)

---

## **P.-S.**

- Entretien publié par le quotidien Publico le 20 février 2024 ; traduction rédaction A l'Encontre publiée le 21 février 2024 :

<https://alencontre.org/europe/portugal/portugal-nous-nous-battons-pour-une-majorite-afin-de-mettre-en-oeuvre-des-mesures-concretes.html>